

## **Privatisation : un processus inachevé**

Par Samir Gharbi

1<sup>er</sup> juin 2006

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN30054privavehcan0/>

Le Centre de développement de l'OCDE(\*) a publié, à la mi-mai, un nouvel ouvrage intéressant sur les privatisations en Afrique subsaharienne, faisant le bilan du processus et de ses perspectives dans quarante-huit pays, avec une analyse des cas par pays, par région et par secteur.

Premier constat : ce bilan est maigre. Comparé à ce qui se passe dans les autres pays en développement, la valeur des transactions n'a pas dépassé 9 milliards de dollars au 31 décembre 2002, contre 177 milliards en Amérique latine et 46 milliards en Europe de l'Est. C'est très modeste vu le nombre des transactions (2 535). Plusieurs pays n'ont procédé à aucune privatisation : Comores, Guinée équatoriale, Seychelles, Liberia, Botswana, Namibie et Swaziland. Le mouvement, qui n'a pris de l'ampleur que dans la seconde moitié des années 1990, va se poursuivre : pas moins de 332 opérations sont en cours depuis 2003.

L'Afrique australe se taille la part du lion (44 % des transactions en valeur, 35 % en nombre), devant l'Afrique de l'Ouest (32 % et 32 %), l'Afrique de l'Est (19 % et 24 %) et l'Afrique centrale (5 % et 9 %).

Selon les auteurs de l'étude, l'impact est difficile à évaluer tant sur le budget de l'État que sur l'emploi. L'opinion publique y est hostile, en raison des hausses de prix et des licenciements. L'absence de consensus politique sur les mécanismes de cession et les failles de la réglementation ont parfois débouché sur une inversion du processus et une renationalisation des entreprises.

\* Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux, Jean-Claude Berthélemy, Cécile Kauffman, Marie-Anne Valfort et Lucia Wegner, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Paris, 168 pp., 28 euros.